

# Manifeste pour soutenir l'inclusion sans délai

Le secteur de l'inclusion ne peut pas être une variable d'ajustement budgétaire !

A l'heure où la crise sanitaire a ébranlé fortement notre tissu économique, s'ensuit immédiatement une crise sociale sans précédent. Elle frappera encore plus brutalement les plus fragiles d'entre nous, qui sont aujourd'hui de plus en plus nombreux. Un million de demandeurs d'emploi en plus depuis le début de la crise !

Les entreprises sociales inclusives, de l'insertion au handicap, ont répondu présentes pendant toute cette période de confinement pour participer à l'effort collectif de résilience et cela particulièrement auprès des salariés les plus précaires. Masques, gels, repas solidaires, aide alimentaire, accompagnement de personnes isolées, ...

Mais les entreprises sociales inclusives sont avant tout... des entreprises ! Des employeurs, des acteurs économiques, qui prennent de plein fouet cette crise. Elles doivent pourtant être, dès à présent, la première ligne !

Elles constituent un des premiers remparts de la crise sociale qui s'annonce en salariant plus de 300 000 personnes en situation de fragilité ou de handicap, et elles auront à répondre, une fois de plus, aux défis qui arrivent à grands pas.

Chaque jour, le gouvernement annonce des plans de soutien ou de relance, et plusieurs dizaines de milliards d'euros sont déjà engagés afin de soutenir des secteurs essentiels de notre pays.

Le secteur de l'inclusion sera-t-il oublié ? Celui qui, à n'en pas douter, fera aussi partie des essentiels de demain ?

Le plan de soutien et de relance travaillé de conserve avec l'ensemble des réseaux représentatifs de l'inclusion et les pouvoirs publics ne voit pas le jour ! Pourtant il ne nécessite pas un euro de plus, juste de nouvelles règles d'attribution des crédits qui étaient déjà alloués au secteur pour 2020.

Nous tous, entrepreneurs sociaux, inclusifs, engagés, à mission, représentants des salariés, nous tous qui voulons œuvrer pour un monde plus solidaire, une économie renouvelée où nos valeurs font rimer économique, social et environnemental, nous ne pouvons pas admettre que l'inclusion soit oubliée alors qu'elle est encore plus indispensable.

Nous tous demandons un soutien immédiat, parce qu'avec un impact budgétaire nul ces acteurs de l'inclusion créent un impact économique et social extraordinaire. Pourrait-on imaginer grever un budget à destination des plus fragiles, un des pans de la stratégie pauvreté pour renflouer ailleurs ? Investir aujourd'hui, c'est économiser demain !

Attendre met les entreprises sociales inclusives en péril, attendre nous prive de leur capacité à rebondir, attendre devient indécent.

Nous, acteurs et entrepreneurs engagés, avons été présents sur le terrain et les avons soutenus pendant la crise. Nous, acteurs et entrepreneurs engagés réaffirmons que ce secteur est essentiel pour demain où chacun devra prendre sa part de l'effort aux côtés des entreprises sociales inclusives de la première ligne.

Nous entreprises et vous tous, décideurs publics, collectivités, acteurs des territoires, apprenons de cette crise : partageons les priorités de demain, associations économique et social, performance et solidarité, soutenons sans réserve le plan de relance des entreprises sociales inclusives.

**Les signataires :**

Claude Alphandéry, Labo de l'ESS - Bertrand Badré, Blue Orange Capital - Sébastien Bazin, Accor - Philippe Beauchamps, Ramery - Laurent Berger, CFDT - Isabelle Bianchi, Regain - Frédéric Bierry, Conseil départemental du Bas-Rhin - Alexandre Bompard, Carrefour - Jean-Laurent Bonnafé, BNP Paribas - Jean-Marc Borello, Groupe SOS - Pamela Bryant, Deastance Services - Christophe Catoir, The Adecco Group - Christophe Chevalier, Groupe Archer - Thierry Chiche, Elsan - Patrick Choux, Groupe ID'EES - André Comte-Sponville, Philosophe - Jean-François Connan, Adecco Groupe France - Sylvain Couthier, ATF Gaia - François Dechy, Philippe Delpech, Sonepar, Baluchon - André Dupon, Vitamine T - Jean-François Dutilleul, Groupe Rabot-Dutilleul - Emmanuel Faber, Danone - Stéphane Foisy, TPC - Antoine Frérot, Veolia - Bernard Gainnier, PwC France et Maghreb - Luc de Gardelle Groupe Altair - Charles Gardou, Anthropologue - Cyril Gayssot, FMS - Pascale Ghio, Nouvelle attitude - Nathalie Jaoui, Crit Intérim - Alexandre Jost, La Fabrique Spinoza - Daniel Lafrance, Bretagne ateliers - Laurent Laïk, La Varappe - Pascale Lecoq, ACVO - Jean-Louis Leduc, APAJH - Jean-Claude Le Grand, L'Oréal - Jean-Bernard Lévy, EDF - Laurence Méhaignerie, Citizen Capital - Tania Meyer, ADAPEI Les Papillons Blancs d'Alsace - Laurent Mignon, BPCE - Jean Moreau, Phénix - Sébastien Moriceau, Groupe Humando - Hervé Navellou, L'Oréal France - Anna Notarianni, Sodexo France - Laurent Pinet, Ulysse - Carlo Purassanta, Microsoft France - Sébastien Raynaud, Recyclea - André Renaudin, AG2R La Mondiale, Fatima Riahi, Jardins de la Montagne Verte - Jean-Louis Ribes, DSI - Stéphane Richard, Orange - Alain Rochon, APF France Handicap - Augustin de Romanet, ADP - Eva Sadoun, LITA.co - Jean-Jacques Salaün, Inditex - Nicolas Théry Crédit mutuel - Jean-Pascal Tricoire, Schneider Electric - Arnaud Vaissié, International SOS - Gilles Vermot Desroches, 100 Chances 100 Emplois - Dominique Schelcher, Système U, Claire Waysand, Engie